

PASTORALISME

Rester mobile

Le pastoralisme contribue grandement à la sécurité alimentaire et offre des solutions pour utiliser les milieux difficiles menacés par le changement climatique. Mais de nombreuses mesures sous-estiment ce potentiel et les pouvoirs publics favorisent la sédentarisation des pasteurs.

Sur les parcours situés près de la réserve kényane du Masai Mara, un programme de protection de l'environnement récompense les pasteurs pour leur gestion des terres. Ce modèle, suivant lequel des bergers acceptent de laisser les animaux sauvages se déplacer librement sur leurs terres, protège les pâturages et permet aux éleveurs Masai de diversifier leurs revenus. Le paiement de services écosystémiques figure parmi les initiatives envisagées pour soutenir le pastoralisme, un mode de vie ancestral qui fait face aujourd'hui à des défis gigantesques. Les pasteurs vivant sur les parcours africains sont les régisseurs de ces vastes ressources environnementales, mais nombre d'entre eux gagnent moins de 2 \$ US (1,6 €) par jour. Confrontées à la variabilité climatique, à l'insécurité alimentaire, à des marchés médiocres, aux maladies du bétail, au sous-investissement et aux conflits liés aux ressources naturelles, les communautés pastorales comptent parmi les plus vulnérables au monde.

Le pastoralisme est pratiqué dans toutes les régions arides d'Afrique. En l'absence de données précises, le nombre de personnes impliquées reste sujet à débat. Selon la définition appliquée, les estimations vont de 20 millions à 200 millions. De même, les chiffres varient quant à la contribution des pasteurs à l'économie. Mais d'après l'Autorité intergouvernementale sur le développement en Afrique de l'Est, le pastoralisme fournit 90 % de la viande consommée dans la région.

Les stratégies de production mobile utilisées par les pasteurs apparaissent comme un moyen essentiel pour s'adapter au changement climatique. Les recherches de l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) montrent que les troupeaux nomades d'Afrique de l'Ouest, d'Éthiopie et du Kenya produisent une viande en plus grande quantité et de meilleure qualité et génèrent plus de revenus par hectare que les ranchs modernes en Australie ou en Amérique. Pourtant, les communautés pastorales sont souvent considérées à tort comme des populations arriérées, certaines actions gouvernementales les incitant même à abandonner le nomadisme.

Avancer ou se poser

En se déplaçant constamment, les bergers nomades ont appris à exploiter des zones où personne d'autre ne saurait survivre. Les communautés indigènes prospèrent en tirant parti des conditions variables des terres arides. "Les perceptions que nous avons de leur vie archaïque ignorent le fait qu'ils se sont complètement adaptés à leur environnement", explique le

vétérinaire ougandais Pascal Pan Vuga, qui a travaillé avec les Karamojong, une tribu dont le mode de vie a été modifié par la décision des pouvoirs publics de la sédentariser. À l'instar des bergers ougandais, de nombreux pasteurs passent désormais à contrecoeur à l'agriculture sédentaire. Mais la transition ne réussit pas toujours. "Aujourd'hui, je dois cultiver du maïs et des légumes", témoigne le berger kényan Orumoi Evans. "Pourtant, le pastoralisme est plus sûr que l'agriculture. On ne peut pas se fier à la météo pour les cultures alimentaires, alors que nous savons où aller pour trouver des pâturages."

Dans certains pays, les autorités mènent une politique hostile au pastoralisme. Ailleurs, au Mali, en Mauritanie et au Niger, par exemple, elles y sont plus favorables. Mais là aussi, les bergers éprouvent des difficultés quand d'autres mesures, concernant le sol ou l'eau, ne suivent pas. Les conflits déclenchés par l'exploitation de ces deux ressources capitales se multiplient. Aussi est-il urgent de reconnaître les droits des pasteurs sur les pâturages, en leur accordant la propriété foncière des terres communales et en les dédommageant en cas d'expropriation. ►

Un pasteur kényan sur la longue route vers le marché



► L'urbanisation grandissante, et avec elle une nouvelle demande de produits d'origine animale, ouvrent aux pasteurs des marchés lucratifs. Accéder à ces marchés exige toutefois organisation, communication et formation, la façon d'intégrer les pasteurs aux chaînes de valeur modernes étant un problème central. Les champs-écoles pastoraux proposent un apprentissage interactif à des groupes de 30 à 40 pasteurs, qui se retrouvent régulièrement pour analyser les difficultés rencontrées et réfléchir à des solutions. D'autres stratégies concluantes, testées en Éthiopie et au Kenya, font intervenir des groupes d'action collective pour réduire l'illettrisme et l'innumérisme, développer le microcrédit et dispenser des formations sur la microentreprise.

Proposer ces services, et d'autres encore, aux populations isolées et dispersées est compliqué. Mais les TIC peuvent jouer un rôle majeur, notamment en permettant la mise en place de téléformations par radio ou de services bancaires et d'informations sur les cours du marché par téléphone portable. D'autres applications utiles des TIC comprennent les systèmes d'information géographique (SIG) et de localisation (GPS), qui aident à suivre les déplacements des animaux et à soutenir les efforts visant à assurer le bétail. Un projet pilote lancé en 2010 au nord du Kenya a permis de réduire les écarts sur le marché de l'assurance. Ce projet débute actuellement en Éthiopie.

Nouveaux marchés et mesures de soutien

Les experts sont nombreux à encourager la diversification. Cette solution ne semble toutefois fonctionner pleinement que quand elle inclut une certaine part d'élevage nomade. Différentes mesures fondées sur le jeu du marché encouragent un pastoralisme durable : les marchés de niche. En Mauritanie, la société laitière Tiviski compte un réseau de plus d'un millier de bergers. Elle s'est mise à la transformation en produisant, entre autres, un fromage

au lait de chamelle. Plusieurs obstacles restent à surmonter : faciliter l'accès aux marchés, lever les barrières commerciales non tarifaires relatives au bétail, améliorer les systèmes d'information du marché, respecter les normes en vigueur et instaurer des mécanismes de financement.

Une série d'initiatives récentes donne à espérer. Adopté en 2011, le programme-cadre de l'Union africaine en faveur du pastoralisme en Afrique est la première mesure prise à l'échelle du continent destinée à protéger et à améliorer les sources de revenu des pasteurs africains. Le plan d'action 2011-2020 de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) consacré à l'élevage reconnaît aux pasteurs le droit de déplacer leurs troupeaux d'une région à une autre, protège leur accès à l'eau dans les régions agricoles et facilite les échanges transfrontaliers.



© FAO/T. HUG

Parmi les innovations intéressantes figure le système fourrager "cut-and-carry" (couper-emporter) que des bergers ont adopté en Éthiopie dans le parc national d'Awash après les violents conflits portant sur l'exploitation de vastes pâturages de première qualité et sur les points d'eau. Parce qu'on les empêchait de faire paître leurs troupeaux, certains pasteurs ont commencé à collecter du fourrage dans le parc et à le transporter pour le répartir au sein de leur communauté. En complément du pâturage sur prairies naturelles, de nombreux pasteurs nigériens font du foin et vendent le surplus aux éleveurs en zones urbaines. Confrontés à un approvisionnement en eau inadapté et à une sécheresse récurrente, les pasteurs aussi bien en Éthiopie qu'au Niger remplacent de plus en plus les bovins par des ovins, des caprins et des camélidés.

Au Kenya, un programme visant à créer un réseau de marchés plus près des bergers se révèle très efficace. Au lieu de transporter le bétail sur de longues distances, les pasteurs peuvent s'y rendre à pied, vendre leurs bêtes et acheter des aliments ou d'autres intrants. Ce modèle a été adopté dans d'autres pays, où ces marchés florissants attirent des activités complémentaires (hôtels, boucheries et boutiques). À Lolkuniani dans le district de Samburu, au Kenya, 10 % de la communauté participe activement au commerce de bétail. En moyenne, 2 000 chèvres (soit 27 500 €) et des vaches (pour 10 000 €) sont vendues chaque jour de marché hebdomadaire. ■

Pour aller plus loin

APESS

Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane
www.apessafrique.org

CTA

Briefing sur le développement, Bruxelles, février 2012
Nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans les pays ACP.
<http://tinyurl.com/7kqhofk>

IIED

Institut international pour l'environnement et le développement
Tracking the Real Value of Pastoralism
<http://tinyurl.com/c7yx3bc>

ILRI

Institut international de recherche sur l'élevage (en anglais uniquement)
<http://ilri.org/>

Réseau Bilital Maroobé

www.maroobe.org

UA

Union africaine
www.au.int/fr/
 Décision sur le pastoralisme en Afrique
<http://tinyurl.com/ct93y29>

WISP

L'Initiative mondiale pour un pastoralisme durable
<http://tinyurl.com/7djjxpe>
Forgotten Services, Diminished Goods: understanding the agroecosystem of pastoralism
<http://tinyurl.com/ct65srxx>